



RCS : ROUEN

Code greffe : 7608

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ROUEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2006 B 00448

Numéro SIREN : 424 893 774

Nom ou dénomination : SARL A.L.I.S.E

Ce dépôt a été enregistré le 30/01/2015 sous le numéro de dépôt 643

Dépôt au greffe
du tribunal de
commerce de Rouen

A.L.I.S.E

Société à responsabilité limitée
au capital de 18 000 euros
Siège social : 102 Rue du Bois Tison
76160 SAINT JACQUES SUR DARNETAL
424 893 774 RCS ROUEN

PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 22 DECEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze
Le vingt-deux décembre
A 11 heures
Au siège social à SAINT JACQUES SUR DARNETAL,

La Société ENVIRONNEMENT INVEST, société à responsabilité limitée au capital social de 55 000 euros, ayant son siège social 102 rue du Bois Tison 76160 SAINT JACQUES SUR DARNETAL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROUEN sous le numéro 802 943 654, représentée par Christophe GIOIA également gérant de la SARL ALISE

Propriétaire de la totalité des 1 200 parts sociales de 15 euros composant le capital social de la société A.L.I.S.E,

Associé unique de ladite Société,

Expose :

- qu'aux termes d'un contrat d'apport en date du 3 décembre 2014, Monsieur Christophe GIOIA a fait apport à la SARL ENVIRONNEMENT INVEST des 600 parts sociales, soit la totalité des parts, lui appartenant dans le capital de Société «A.L.I.S.E.» ;

-que cet apport de titres évalué à la somme de 53 500 euros, approuvé par l'associé unique de la SARL ENVIRONNEMENT INVEST aux termes d'un procès-verbal en date de ce jour, a également donné lieu à une augmentation du capital chez la société bénéficiaire ;

-qu'elle détient désormais l'intégralité des parts composant le capital de la société « A.L.I.S.E.»,

A pris les décisions suivantes :

- Modification de l'article 7 des statuts corrélative à un apport de titres,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

Suite à l'apport par Christophe GIOIA des 600 parts lui appartenant dans le capital social de la SARL A.L.I.S.E au profit de la SARL ENVIRONNEMENT INVEST, déjà associée, et afin de tenir compte de la nouvelle répartition des parts, l'associée unique décide de remplacer l'article 7 des statuts par les dispositions suivantes :



ARTICLE SEPT : CAPITAL SOCIAL

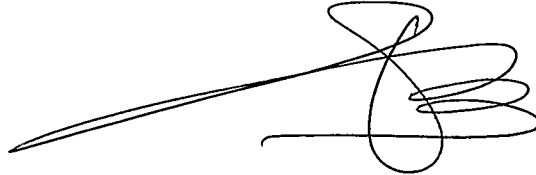
Le capital social s'élève à **DIX HUIT MILLE EUROS** (18 000 €). Il est divisé en mille deux cents parts (1 200) parts sociales de 15 € chacune, intégralement libérées et attribuées en totalité à la société ENVIRONNEMENT INVEST, associée unique.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, l'associée unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

ENVIRONNEMENT INVEST
Représentée par Christophe GIOIA

A handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a series of loops and a final vertical stroke.

Dépôt au greffe
du tribunal de
commerce de Rouen

CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Christophe GIOIA né le 4 mars 1968 à ROUEN (76), de nationalité française, époux de Madame Virginie CORBLIN, née le 12 février 1969 à PETIT QUEVILLY (76),

Mariés ensemble sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de MARTAINVILLE EPREVILLE (76) le 1^{er} juillet 2011, Régime matrimonial non modifié depuis,

Demeurant 7 Rue de Coqueréaumont 76116 MARTAINVILLE EPREVILLE.

Ci-après dénommé « l'apporteur »
D'une part,

ET

La société **ENVIRONNEMENT INVEST**, Société à Responsabilité Limitée au capital de 1 500 euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de ROUEN sous le numéro 802 943 654,

Dont le siège social est situé 102 Rue du Bois Tison 76160 SAINT JACQUES SUR DARNETAL,

Représentée par Monsieur Christophe GIOIA, gérant, régulièrement habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « la société bénéficiaire »
D'autre part,

EXPOSE PREALABLE

L'apporteur, soussigné de première part, apporte à la société ENVIRONNEMENT INVEST, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Christophe GIOIA ès-qualités, 600 parts de la société A.L.I.S.E, plus amplement désignée ci-après.

➤ **Caractéristiques de la société dont les titres sont apportés**

Par acte sous-seings privés en date du 7 avril 1999, il a été constitué une Société A Responsabilité Limitée dénommée "A.L.I.S.E".

Cette société présente les caractéristiques suivantes :

Cee

VG

✓ **Siège social** : Le siège social est fixé au 102 Rue du Bois Tison 76160 SAINT JACQUES SUR DARNETAL depuis le 15 décembre 2009. A la création de la société, le siège social était fixé à FRESNEY LE PUCEUX (14) Lieudit le Pont. Il a ensuite été transféré à HEROUVILLE SAINT CLAIR (14) 4 Avenue de Cambridge aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2006.

✓ **Durée** : La société a été constituée pour une durée de 99 années à compter du 9 novembre 1999, date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Condé sur Noireau sous le numéro 424 893 774.

✓ **Objet principal**: les études d'hydrologie en générale, les études d'impact, et les études d'environnement en général.

La société exerce les activités décrites ci-dessus au sein de deux établissements :

-un établissement principal situé à SAINT JACQUES SUR DARNETAL, 102 Rue du Bois Tison, pour lequel la société est immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de ROUEN sous le numéro 424 893 7741 et inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 424 893 774 00044

-un établissement secondaire situé à HEROUVILLE SAINT CLAIR, 4 Avenue de Cambridge 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR, pour lequel elle est immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de CAEN et inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro 424 893 774 00028.

✓ **Capital social** : le capital est fixé à la somme de 18 000 euros, il est divisé en 1 200 parts de 15 euros chacune, entièrement libérées, réparties de la manière suivante :

-SARL ENVIRONNEMENT INVEST, à concurrence de 600 parts, ci	600 parts
-Mr Christophe GIOIA, à concurrence de 600 parts, ci	600 parts

	1 200 parts

✓ **Administration** : Mr Christophe GIOIA est seul gérant de la société.

Il est rappelé que l'assemblée générale du 28 novembre 2012, avait nommé Mr Benoît COLLIN en qualité de cogérant à effet du 1^{er} mars 2013. En raison du départ à l'étranger de Mr Benoît COLLIN, l'assemblée générale ordinaire du 17 décembre 2013 est revenue sur cette nomination et a décidé que la nomination de Mr Benoît COLLIN en qualité de cogérant à effet du 1^{er} mars 2013 était nulle et non avenue.

✓ La société n'est pas dotée de Commissaire aux Comptes.

✓ **Exercice social** : Il commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de chaque année.

✓ **Régime fiscal** : la société est soumise au régime fiscal de l'impôt sur les sociétés.

➤ Motifs et buts de l'apport de titres

Monsieur Christophe GIOIA apporte la totalité des titres qu'il détient au profit de la société ENVIRONNEMENT INVEST en vue d'une restructuration de groupe.

En effet, cette opération s'inscrit dans le schéma de groupe qu'entend mettre en place Monsieur GIOIA, en réunissant au sein de la société ENVIRONNEMENT INVEST, deux filiales d'exploitation qui seraient détenues à 100%. Dans le cadre de cette restructuration, la société ENVIRONNEMENT INVEST pourra exercer son rôle de société holding animatrice par son implication effective dans la politique et le contrôle de ses filiales.

Par ailleurs, cette opération d'apport de titres a pour but d'accroître le niveau des fonds propres de la société ENVIRONNEMENT INVEST, société tête de groupe favorisant ainsi sa capacité d'investissement et en conséquence, la croissance interne et externe du groupe.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

I - APPORTS

Monsieur Christophe GIOIA fait apport à la société ENVIRONNEMENT INVEST de la totalité des 600 parts d'une valeur nominale de 15 euros chacune, lui appartenant en pleine propriété dans le capital social de la SARL « A.L.I.S.E ».

La société ENVIRONNEMENT INVEST aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de l'approbation du présent contrat d'apport par décision de l'associé unique et de l'augmentation de capital correspondante.

Elle en aura la jouissance à compter du même jour.

La société ENVIRONNEMENT INVEST aura seul droits aux dividendes de l'exercice clos au 30 juin 2014, à ceux de l'exercice en cours ainsi qu'un droit sur la réserve des exercices précédents.

A la suite de cette opération d'apport, la société ENVIRONNEMENT INVEST, déjà associée à hauteur de 50%, détiendra 1 200 parts de la société A.L.I.S.E soit 100,00 % de son capital.

II – EVALUATION

L'apport ci-dessus décrit est évalué, à la somme globale de **CINQUANTE TROIS MILLE CINQ CENTS EUROS (53 500 €)** pour les 600 parts sociales de la SARL A.L.I.S.E apportées par Monsieur Christophe GIOIA.

L'évaluation a été soumise à un commissaire aux apports désigné aux termes d'une décision de l'associé unique de la SARL A.L.I.S.E.
E en date du 10 Novembre 2014, laquelle décision est annexée aux présentes.

Cette évaluation retenue est celle qui a été soumise à Monsieur Romain ACKER domicilié 6 Rue Pierre Gilles de Gennes 76130 MONT SAINT AIGNAN désigné en qualité de Commissaire aux apports aux termes d'une décision de l'associé unique de la SARL A.L.I.S.E en date du 10 Novembre 2014 et dont le rapport est annexé aux présentes.

La valeur des titres apportés a été établie à partir des comptes de la société A.L.I.S.E clos au 30 juin 2014, date du dernier exercice social clos.

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.

III – REMUNERATION DE L'APPORT

L'apport des 600 parts sociales ci-dessus décrit est consenti, net de tout passif, et moyennant l'attribution de **CINQ MILLE TROIS CENT CINQUANTE (5 350)** parts de 10 euros de valeur nominale chacune de la société **ENVIRONNEMENT INVEST**, attribuées en totalité à Monsieur **Christophe GIOIA**.

L'apport des 600 parts sociales de la SARL A.L.I.S.E est rémunéré uniquement par des droits sociaux de la société **ENVIRONNEMENT INVEST**. Cet apport est dit « pur et simple » sans prise en charge par la société **ENVIRONNEMENT INVEST** d'un passif incombant à l'apporteur.

Il n'est constaté aucune prime d'apport.

CHAPITRE IV- Conditions suspensives

Le présent apport de titres est soumis à la condition suspensive suivante :

- Approbation par décision de la société **ENVIRONNEMENT INVEST**, de l'augmentation de capital indiquée plus haut, comme conséquence de l'apport, par voie d'émission de 5 350 parts sociales nouvelles de 10 euros chacune, statuant en conformité des prescriptions légales, sur rapport du commissaire aux apports nommé à cet effet par décision de l'associé unique le 10 novembre 2014 et réalisation définitive de ladite augmentation de capital correspondante à la rémunération de l'apport.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus, le 31 décembre 2014 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues.

V - DECLARATIONS GENERALES

➤ Origine de propriété

Monsieur Christophe GIOIA déclare être propriétaire des 600 parts au sein de la société A.L.I.S.E pour les avoir acquises de la manière suivante :

-Lors de l'augmentation du capital social en date du 31 janvier 2006, Mr **GIOIA** a souscrit **210** parts sociales de 15,24 euros chacune, soit un montant de 3 200,40 € qu'il a libéré par apports en numéraire (biens propres).

-Lors de l'augmentation du capital social en date du 31 décembre 2007, Mr **GIOIA** a souscrit **245** parts sociales de 15 euros chacune, soit un montant de 3 765 € qu'il a libéré par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues sur la société (biens propres).

-Aux termes d'un acte sous seing privé en date à CAEN du 11 juin 2012, enregistré au Service Impôt des Entreprises de CAEN NORD, le 19 juillet 2012, bordereau n°2012/2120 case n°19, Mme **Cécile LABBE** lui a cédé trente (30) parts sociales, moyennant le prix principal de deux mille euros (2 000 €), bien communs.

-Suivant un acte sous seing privé en date à LYON du 20 novembre 2012 et à CAEN du 28 novembre 2012, enregistré au Service Impôt des Entreprises de ROUEN EST, le 11 décembre 2012, bordereau n°2012/2069 case n°16, Mr **Jean-Christophe POTTIER** lui a cédé cent-quinze (115) parts sociales, moyennant le prix principal de 10 404,76 euros (biens commun).

➤ Déclarations

Monsieur Christophe GIOIA déclare :

-Que les droits sociaux apportés sont sa propriété légitime comme indiqué ci-dessus, qu'ils sont de libres disposition et ne sont grevés d'aucune inscription, notamment de nantissement;

Monsieur Christophe GIOIA déclare, en sa qualité de gérant, que la société A.L.I.S.E dont les droits sociaux sont apportés n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable ou de sauvegarde.

Monsieur Christophe GIOIA, Gérant de la société ENVIRONNEMENT INVEST déclare au nom de ladite société avoir eu connaissance des opérations réalisées par cette société depuis le début de l'exercice en cours et que cette opération ne semble pas pouvoir modifier l'évaluation des droits sociaux apportés.

**VI – DISPOSITIONS POUR L'APPORTEUR MARIE
SOUS LE REGIME DE LA COMMUNAUTE DE BIENS**

Monsieur Christophe GIOIA déclare que parmi les 600 parts apportées, 145 dépendent de la communauté existant entre lui et Madame Virginie CORBLIN.

Aux présentes, intervient : Madame Virginie CORBLIN, conjoint commun en bien de Monsieur Christophe GIOIA soussigné, apporteur de droits sociaux dépendant de la communauté existant entre eux.

Elle reconnaît avoir été avertie, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, de l'apport envisagé et de la faculté de revendiquer la qualité d'associé de la Société pour la moitié des parts émises en rémunération de l'apport des 145 parts sur 600 parts de la société ALISE dépendant de la communauté.

Elle déclare ne pas vouloir revendiquer à ce jour la qualité d'associée mais se réserve le droit de notifier à la Société avant la dissolution de la communauté, son intention de se voir reconnaître la qualité d'associé pour la moitié des parts émises en rémunération de l'apport des 145 parts sur 600 parts de la société ALISE, sous réserve de l'agrément prévu aux statuts de la société bénéficiaire des apports, étant précisé que les droits patrimoniaux sur les dites parts resteront, en tout état de cause, communs.

VII – AGREMENT DE LA SOCIETE

Conformément à l'article 11 des statuts de la société A.L.I.S.E, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Le présent apport de titres intervenant au profit de la société ENVIRONNEMENT INVEST, déjà associée, il n'est pas nécessaire de requérir l'accord préalable de l'Assemblée Générale des associés.

VIII - DECLARATIONS FISCALES

➤ Droits d'enregistrement

Le présent apport est soumis au régime de droit commun des apports. La formalité sera requise sous le bénéfice du seul droit fixe de 375 euros.

➤ Impôts sur le revenu

Conformément aux dispositions des articles 150-OB et 150-OD-9, les parties déclarent que la présente opération bénéficie du sursis d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés, mais les plus-values provenant de la vente ultérieure des titres reçus en échange seront calculés d'après la valeur d'origine des titres apportés.

Par conséquent, les plus-values nées de l'échange des titres apportés contre les titres reçus ne seront pas imposées. En revanche lors de la cession éventuelle des titres reçus en échange, les plus-values seront calculées et imposées par rapport à la valeur originelle des titres remis à l'échange.

➤ TVA

L'article 261 C 1 e du Code Général des Impôts exonère les opérations d'apport de droits sociaux en matière de T.V.A.

IX – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

Pour l'apporteur à son domicile, mentionné en tête des présentes

Pour la société bénéficiaire en son siège social, stipulé en tête du présent contrat.

X – AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

XI – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture l'apport de titres, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société ENVIRONNEMENT INVEST.

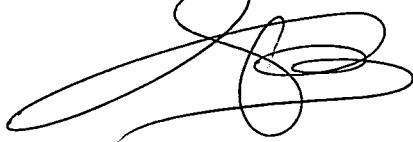
XII - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de l'apport, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à ST Jacques Sur Darnetal
Le 3 décembre 2014
En cinq exemplaires

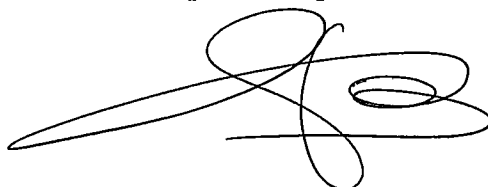
L'apporteur
Christophe GIOIA



Virginie GIOIA



La société bénéficiaire
SARL ENVIRONNEMENT INVEST
Représentée par C. GIOIA



Enregistré à : SIE DE ROUEN EST

Le 30/12/2014 Bordereau n°2014/2 038 Case n°38

Ext 11036

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent administrative des finances publiques

Claudine Varin
Agent Principal des Finances Publiques



Dépôt au greffe
du tribunal de
commerce de Rouen

SARL A.L.I.S.E

Société à responsabilité limitée
au capital de 18 000 euros

Siège social : 102 Rue du Bois Tison
76160 SAINT JACQUES SUR DARNETAL

424 893 774 RCS ROUEN

S T A T U T S

Article UN : FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts créées et de celles qui pourraient être créées ultérieurement, une SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE qui sera régie par la Loi du 24 Juillet 1966, toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Article DEUX : OBJET

La Société a pour objet :

Les études d'hydrogéologie en générale, les études d'impact, les études d'environnement en générale.

La participation de la Société par tous les moyens à toutes sociétés ou entreprises créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, apport, commandites, souscriptions, fusions, alliances ou associations en participation.

Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou annexes ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Et ceci sur le territoire métropolitain, d'outre-mer et à l'étranger, sous réserve des dispositions juridiques des pays concernés.

Article TROIS : DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société est SARL A.L.I.S.E.

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du capital social.

Article QUATRE : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à SAINT JACQUES SUR DARNETAL (76160) 102 rue du Bois Tison.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même commune par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des Associés.

ARTICLE CINQ : DUREE

La durée de la société commencera à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, et sera de quatre vingt dix neuf années sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE SIX : APPORTS EN NUMERAIRE

ors de la constitution les apports ont été les suivants :

M. Benoît COLLIN une somme de vingt et un mille francs, ci.....	21.000 F
M. Jean-Christian POTTIER une somme de vingt et un mille francs,	
ci	21.000 F
Melle Cécile COLLIN une somme de trois mille francs, ci.....	3.000 F
Mme Nicole COLLIN une somme de cinq mille francs, ci	5.000 F
TOTAL EGAL A CINQUANTE MILLE FRANCS, ci.....	50.000 F

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 janvier 2006 a porté le capital social de 7.622,45 € à 10.822,85 € par création de 210 parts de 15,24 € chacune, numérotées 501 à 710, émises au pair et libérées intégralement par versement de numéraire à concurrence de 3.200,40 € par M. Christophe GIOIA.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Décembre 2007 a:
Réduit le capital social de 10.822,85 € à 10.650 €, par diminution du montant nominal de chacune des 10 parts composant le capital social, passant de 15,24 € à 15 €.
Augmenté le capital social de 10.650 € à 18.000 €, par création de 490 parts nouvelles de 15 € chacune souscrites et libérées par Messieurs Benoît COLLIN et Christophe GIOIA, par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, à concurrence de 3.675 € chacun.

Dux termes d'un acte sous seing privé du 24 mai 2012, enregistré au SIE Service Enregistrement AEN NORD, le 18 juillet 2012 sous le bordereau N°2012/2106 Case N°37, Madame Nicole COLLIN a cédé 50 parts sociales lui appartenant à Monsieur Benoît COLLIN.

Dux termes d'un acte sous seing privé du 11 juin 2012, enregistré au SIE Service Enregistrement AEN NORD, le 19 juillet 2012 sous le bordereau N°2012/2120 Case N°19, Madame Cécile ABBE a cédé 30 parts sociales lui appartenant à Monsieur Christophe GIOIA.

Dux termes d'un acte sous seing privé des 20 et 28 novembre 2012, Monsieur Jean-Christian POTTIER a cédé 210 parts sociales lui appartenant, 115 parts sociales à Monsieur Christophe GIOIA et 95 parts sociales à Monsieur Benoît COLLIN.

ARTICLE SEPT : CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à **DIX HUIT MILLE EUROS (18 000 €)**. Il est divisé en mille deux cents parts (1 200) parts sociales de 15 € chacune, intégralement libérées et attribuées en totalité à la société ENVIRONNEMENT INVEST, associée unique.

Article HUIT : COMPTE COURANT D'ASSOCIES

Chaque associé aura la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la Gérance de verser dans la caisse sociale, en compte courant, les sommes qui seraient jugés utiles pour les besoins de la Société.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision collective ordinaire des associés, soit par convention intervenue directement entre la Gérance et le déposant, et soumise ultérieurement à l'approbation de l'assemblée générale des associés, conformément aux dispositions de l'article 18 ci-après. Les intérêts des comptes courant seront portés dans les frais généraux de la Sociétés.

Article NEUF : AUGMENTATION & REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut être augmenté par la création de parts nouvelles, ordinaires ou privilégiées, émises au pair ou avec prime, et attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, selon modalités qu'elle détermine et en se conformant aux prescriptions des articles 61 et 62 de la Loi du 24 Juillet 1966.

2. Le capital peut aussi être réduit par décision collective extraordinaire des associés pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts ou au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre de parts, sans toutefois que le capital social ou la valeur nominale des parts puissent être réduits au dessous des minima fixés par la loi.

3.

Si, à la suite de pertes le capital est ramené à un montant inférieur légal, la réduction doit être suivie dans un délai d'un an d'une augmentation ayant pour effet de le porter au moins à ce montant minimum, à moins que, dans le même délai la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital minimum. A défaut tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société après avoir mis la gérance en demeure de régulariser la situation.

En aucun cas la réduction de capital, qu'elle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

4. Le capital social peut également, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, être amorti en totalité ou partiellement, au moyen des bénéfices ou réserves autre que la réserve légale. Les parts sociales intégralement ou partiellement amorties perdent, à due concurrence leur droit au remboursement de leur valeur nominale, mais elles conservent tous leurs autres droits.

5. Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, comme dans le cas de division ou de regroupement des parts sociales, les associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

Article DIX : PARTS SOCIALES

1. Les parts sociales doivent être intégralement libérées et réparties lors de leur création, leur répartition doit être mentionnée dans les statuts. Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Elles sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'eux pour les représenter auprès de la société, à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Sauf convention contraire dûment signifiée à la société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire aux décisions collectives des associés, qu'elle que soit la nature de ces décisions.

2. Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, du capital amorti et des droits des parts de catégories différentes, chaque part sociale donne droit à la même somme dans la répartition des bénéfices et produits en cours de la société et dans la répartition de l'actif social en cas de liquidation.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelques mains qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayant-cause et héritiers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens ou valeurs de la société ni en demander le partage ou la licitation.

Article ONZE : CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1. Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seings privés. Elle n'est opposable à la société qu'après qu'elle lui ait été signifiée ou qu'elle l'ait acceptée sans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code Civil. Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités, et en outre, après publicité au Registre des Métiers.

2. Les parts sociales sont librement cessibles prioritairement entre associés et accessoirement au profit de conjoint et des héritiers en ligne directe du titulaire avec l'accord express des associés survivants. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société, et, au sein de la famille du cédant, à d'autres personnes que celles indiquées à l'alinéa précédent, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. A l'effet d'obtenir ce consentement, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans un délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1868 alinéa 5 du Code Civil. A la demande de la gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois. La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la société par décision de justice. Les sommes dues portent intérêts au taux légal en matière commerciale. Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues aux deux alinéas qui précèdent n'est intervenue, L'associé peut réaliser le cession initialement prévue, à la condition toutefois qu'il possède les parts qui en font l'objet depuis au moins deux ans, à moins que qu'il ne les ait recueilli en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donations par son conjoint ou par un ascendant ou descendant. Si cette condition n'est pas remplie, l'associé cédant ne pourra se prévaloir des dispositions prévues ci-dessus concernant le rachat de ses parts et, en cas de refus d'agrément, il restera propriétaire des parts objet de la cession projetée. Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les modes de cessions,

même aux adjudications publiques en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts sociales entre vifs à titre gratuit.

3- Les parts sociales ne sont pas librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, survenue par le décès de l'un d'eux. Elles ne sont pas également transmissibles par voie de legs, sauf accord des autres associés. En cas de décès de l'un des associés, le ou les associés survivants auront un droit de préemption sur le rachat ou la transmission des parts sociales. La répartition se fera dans la plus stricte égalité.

Il en sera ainsi :

-En cas de transmission de parts par voie de legs si le légataire n'a pas, en outre, la qualité d'héritier du défunt.

-En cas de liquidation de communauté de biens entre époux survenue du vivant d'eux, lorsque la transmission est liée au profit de l'époux non associé. -En cas dissolution d'une personne morale associée par suite de fusion, scission ou pour toute autre cause.

Dans ces différents cas, la décision des associés appelés à se prononcer sur l'agrément sera prise à la majorité en nombre des associés possédant plus de la moitié du capital qu'ils représentent ou tout autre majorité à la condition qu'elle n'excède pas celle requise pour autoriser la cession à un tiers (article 44 de la loi), étant formellement convenu que les parts dont la transmission est soumise à agrément seront exclues du vote et qu'il n'en sera pas tenu compte pour le calcul de la majorité.

Article DOUZE : GERANCE.

1- La société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, agissant en qualité de gérant. Les gérants sont nommés par une décision ordinaire des associés.

2- a. Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants, est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés statuant par décisions collective dans les conditions énoncées ci après sous l'article 13.

L'opposition formée par gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

b. Dans les rapports entre associés, le gérant ou chacun des gérants a tous les pouvoirs nécessaires pour faire dans l'intérêt de la société tout acte de gestion se rapportant à l'objet social sauf le droit pour chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Toutefois, de convention expresse et à titre de mesure d'ordre intérieur non opposable aux tiers, les actes suivants nécessitent l'accord des associés donné par décision extraordinaire, ou ordinaire, selon qu'ils emportent directement ou indirectement modification de l'objet social, savoir :

- les achats, ventes, apports en échange d'immeubles ou fonds de commerce

- tous emprunts, les constitutions d'hypothèques ou de nantissement les prises de participation sous quelque forme que ce soit dans les sociétés constituées ou à constituer.

Le gérant sera tenu de respecter les présentes dispositions d'ordre interne entre les associés sous peine de révocation et de toute action de dommages-intérêts.

3- Sauf décision contraire des associés prise à la majorité prévue pour les décisions extraordinaires, le gérant ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires à la bonne marche des affaires sociales sans être tenu de consacrer l'exclusivité de son activité à cette gérance.

4- Le gérant, ou s'ils sont plusieurs, les gérants, agissant conjointement peuvent sous leur responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoirs, spéciales ou temporaires.

5- Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires régissant les Sociétés à Responsabilité Limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Ils peuvent être révoqués par décision des associés ou de justice dans les conditions prévues par l'article 55 de la loi du 24 Juillet 1966.

En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens de la société, les gérants de droit ou de fait apparent ou occultes, rémunérés ou non peuvent être déclarés responsables du passif social et soumis aux interdictions et déchéances dans les conditions prévues par la loi du 13 Juillet 1967.

6 - Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, dont le montant est fixé en assemblée générale. Cette rémunération figurera aux frais généraux.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Article TREIZE : DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

1- Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée générale ou par voie de consultation écrite au choix de la gérance. Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart en nombre et en capital ou la moitié du capital.

2- En cas de réunion d'une assemblée générale, les associés y sont convoqués par la gérance quinze jours francs d'avance par lettre recommandée indiquant son ordre du jour. En cas de convocation d'une assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée.

Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte des résolutions accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours francs à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé sur le texte des résolutions

proposées et, pour chaque résolution, par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée à la société également par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

3- Chaque associé a droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé ou par son conjoint justifiant d'un pouvoir spécial.

4- Les décisions collectives sont prises aux conditions de majorité fixées par la loi, savoir :

a) Les décisions qualifiées d'ordinaires, c'est à dire celles appelées à statuer sur les comptes d'un exercice, à nommer ou révoquer les gérants et à délibérer sur toutes questions n'emportant pas, directement ou indirectement modification des statuts, qu'autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si le chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutes autre décisions, qualifiées d'extraordinaires, c'est-à-dire celles comportant ou entraînant modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société ou la transformer en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, et, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social. En outre, la transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts si la société n'a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

Les décisions extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales à des étrangers à la société ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

5- Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès-verbaux établis par la gérance sur un registre spécial, conformément à la réglementation en vigueur et signés par le ou les gérants.

Lorsqu'une décision est constatée dans un acte ou procès-verbal notarié, celui-ci doit être transcrit ou mentionné sur le registre spécial et sous la forme d'un procès-verbal dressé et signé par la gérance. En cas de consultation écrite, la réponse de chaque associé est annexée au procès-verbal. Les copies ou extraits de procès-verbaux constatant des décisions collectives à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiées conformes par un seul gérant et durant la période de liquidation, par un seul liquidateur.

Article QUATORZE : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si le capital social vient à excéder le montant prévu par la loi, la société sera pourvue, dans les plus courts délais, à l'initiative de la gérance, et par décision collective ordinaire des associés, d'un ou plusieurs commissaires aux comptes investis des fonctions, pouvoirs et attributions que leur confère la loi.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour trois exercices. Leurs fonctions expirent après la réunion de l'assemblée générale ordinaire des associés qui statue sur les comptes du troisième exercice.

ARTICLE QUINZE : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le Premier Juillet et se termine le Trente Juin à compter du jour de l'immatriculation au registre du commerce et des Sociétés

ARTICLE SEIZE : INVENTAIRE-COMPTES ET BILAN

Les écritures de la société sont tenues conformément aux lois et usages du commerce. A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le compte de résultat et le bilan, après avoir procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

Elle établit un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé. Le compte de résultat et le bilan sont établis, chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Toutefois, en cas de proposition de modification, l'assemblée générale des associés au vu des comptes établis selon les formes et les méthodes tant anciennes que nouvelles et sur rapport de la gérance se prononce sur les modifications proposées.

ARTICLE DIX-SEPT : APPROBATION DES COMPTES - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le rapport de la gérance sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat et le bilan, sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés.

Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée. A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

L'associé peut, en outre, à toute époque, prendre par lui même et au siège social, connaissance des comptes de résultat, bilan, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux des assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

ARTICLE DIX-HUIT : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES GERANTS OU ASSOCIES - INTERDICTION D'EMPRUNT

1- Le gérant, ou s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés. L'assemblée statue sur ce rapport, le gérant ou associés ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et s'il y a lieu pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement selon le cas les conséquences du contrat préjudiciable à la société. Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire, ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant, ou associé de la société à responsabilité limitée.

2- A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également aux conjoints ascendants et descendants des gérants et associés, ainsi que toute personne interposée.

ARTICLE DIX NEUF : AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des dispositions de l'article 16 ci dessus, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice. Sur ces bénéfices nets, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé pour cinq pour cent pour constituer le fond de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le dit fond atteint une somme égale au dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est en dessous de cette fraction. Le solde augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Après approbation des comptes, l'assemblée générale détermine la part de bénéfice attribuée aux associés sous forme de dividende et affecte, le cas échéant, la part non distribuée dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux, soit au compte "reports bénéficiaires". En outre, l'assemblée générale peut distribuer la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves sociales autres que la réserve légale, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit une distribution exceptionnelle; et en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Si un exercice accuse des pertes, celles-ci sont, après approbation des comptes de l'exercice, inscrites au bilan à un compte spécial.

ARTICLE VINGT : PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

1- Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance, et à défaut, le commissaire aux comptes, s'il en existe un, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider, à la majorité exigée pour la modification des statuts s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital du montant au moins égal

à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, l'actif n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale au quart du capital social, le tout sous réserve de l'application des dispositions de l'article 35 de la loi du 24 Juillet 1966 lorsque l'opération a pour effet de ramener le capital social à un montant inférieur au minimum légal. Dans ces deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la loi. A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut introduire devant le tribunal de commerce une action en dissolution de la société.

2-Conformément à la loi, les dispositions qui précèdent ne seraient pas applicables au cas où la société serait en état de liquidation judiciaire ou soumise à la procédure de suspension provisoire des poursuites et d'apurement collectif du passif.

ARTICLE VINGT ET UN : DISSOLUTION-LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par décision collective ordinaire des associés. La liquidation s'effectue conformément aux dispositions prévues par les articles 390 et suivants de la loi du 24 Juillet 1966 et les articles 266 et suivants du décret numéro 67-236 du 23 mars 1967. Le produit net de la liquidation, après extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

ARTICLE VINGT DEUX : CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumise à la juridiction des tribunaux compétents du siège social, et toutes assignations et significations seront régulièrement faites à ce domicile élu sans avoir égard au domicile réel; à défaut de domicile les assignations et significations seront valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près du tribunal de Grande Instance du siège social.

Statuts mis à jour le 22/12/2014

